

JOURNEES INTERSYNDICALES FEMMES 2013

(25 et 26 Mars)

L'Intersyndicale femmes regroupe des militant-es de la CGT, de la FSU, et de l'Union Syndicale Solidaires qui travaillent ensemble depuis 1998.

Leur but est d'organiser chaque année des journées intersyndicales de formation "femmes" sur deux jours qui rassemblent entre 300 et 400 participant-es venu-es de toute la France.

Cette formation se veut un lieu de réflexions, d'échanges et de confrontations qui permet d'approfondir les questions revendicatives sur nos lieux de travail et de poser la question de la place des femmes dans les syndicats.

les thématiques abordées ont été :

1. Femmes et impacts des politiques d'austérité en Europe
2. Corps, images de soi , publicités sexistes
3. Stéréotypes et freins à l'égalité professionnelle
4. Femmes face à l'extrême droite en Europe

1. Femmes et impacts des politiques d'austérité en Europe :

Les intervenantes (Magda ALVES du Portugal, Sia ANAGNOSTOPOULOU de Grèce et Esther JEFFERS ATTAC France) ont confirmé que les politiques d'austérité pratiquées en Europe avaient un impact désastreux sur l'ensemble de la population et particulièrement sur la condition des femmes.

Au Portugal, avant la crise, le taux de chômage était inférieur à 8%. Depuis les mesures d'austérité décidées par la Troïka (Banque Centrale Européenne, Fonds Monétaire International et la Commission Européenne) le taux de *chômage officiel* est passé à 16,8%.

Le SMIC Brut est à 485 €, aucune aide sociale n'est accordée aux chômeurs et 50% des chômeurs sont des femmes.

En Grèce, ce n'est pas une crise économique mais une véritable crise humanitaire.

Il y a de plus en plus de suicides, les manifestations et les grèves sont considérées comme des actes terroristes.

La situation économique est équivalente à celle du Portugal: effets désastreux sur les droits sociaux, sur les droits des femmes et des immigrés(es).

Depuis le début de la crise, tout a changé: de 2008 à 2011, c'est d'abord le travail «masculin» (bâtiment, travaux publics)... qui a été touché.

Au 1^{er} plan d'ajustement de la dette publique, ce sont les femmes qui en ont été victimes: leurs contrats n'ont plus été renouvelés, **elles ont donc été exclues du monde du travail et contraintes à «retourner au foyer»**.

Dans la fonction publique, majoritairement féminisée notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation, la mise en disponibilité leur est imposée pour une durée de 2 ans maximum avec un salaire réduit de moitié, puis elles sont licenciées dès lors que l'emploi est supprimé.

Il n'y a plus de contrat social: «le licenciement est monnaie courante», le secteur de la santé est totalement détruit, le SMIC est inférieur à 450€, le départ à la retraite est passé de 55 à 65 ans en moins de 3ans, les chômeurs(ses) n'ont plus de sécurité sociale.

Les personnes hospitalisés(es) ne pouvant pas payer leurs soins sont emprisonnés(es)!!.

Les femmes sont toujours les premières victimes de cette politique d'austérité, d'ailleurs

le discours misogyne du 1^{er} ministre grec cible les femmes, les homosexuels et les immigrés.

Ces derniers sont exclus (es) de la santé, voire interdits(es) d'hôpital.

L'extrême droite stigmatise le féminisme le rendant responsable des effets de la crise.

Le retour de l'ordre moral s'impose: «La femme doit sauver la nation» par conséquent la maternité devient un «devoir sacré»!!

«L'aube dorée», parti d'extrême droite, est particulièrement bien implanté dans les écoles et fait régner un climat de peur. Leurs attaques y compris physiques ciblent les femmes, les homosexuels et les immigrants.

Esther Jeffers d'ATTAC France, dénonce cette tragédie européenne. Tous les chiffres démontrent que la pseudo dette publique est un diagnostic mensonger et relève d'un discours culpabilisant.

Les recettes fiscales ont diminué pendant que les marges bénéficiaires des entreprises ont augmenté.

A titre d'exemple, les taux d'imposition sur les sociétés sont passés de 1986 à 2006

- pour la France de 45% à 33.3%
- pour l'Allemagne de 56% à 26.37%
- pour l'Irlande de 50% à 12.5%
- pour le Royaume Uni de 35% à 30%

En janvier 2013, le FMI ainsi que toutes les grandes instances, reconnaissent que tous les plans d'austérité ne font qu'aggraver la situation et reculer le P.I.B. Par ailleurs, le taux de croissance n'a pas augmenté contrairement aux prévisions du FMI.

En revanche, les conséquences en sont désastreuses: casse du modèle social européen, augmentation de la pauvreté, destruction du droit du travail, du droit à la retraite, du droit à la santé.....

Le rapport 2012 du parlement européen reconnaît que les femmes sont de plus en plus précarisées. Elles sont d'avantage exposées au chômage, au sous emploi, aux bas salaires. Elles sont de moins en moins couvertes par le système de protection sociale. Elles sont de plus en plus confrontées à des discriminations multiples qui accentuent leur vulnérabilité.

Le temps partiel imposé touche une femme sur trois (8 salariées sur 10 à temps partiel sont des femmes).

60% des emplois sous qualifiés sont occupés par des femmes.

Parmi les pauvres, 70% des femmes perçoivent à titre de salaire 964€, elles sont majoritaires parmi les allocataires du RSA.

L'Accord National Interprofessionnel (A.N.I) portant sur la déréglementation du droit du travail va pénaliser encore plus les femmes.

Grand absent de cet accord, le thème de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, contrairement à la feuille de route issue de la Conférence sociale de juillet 2012 va accentuer le problème. Les conséquences sont navrantes, car la précarité de l'emploi frappe particulièrement les femmes qui sont majoritaires dans le travail à temps partiel, dont les taux de sous-emploi et de CDD sont toujours supérieurs à ceux des hommes, et parce qu'elles représentent 70 % des bas salaires.

Sur le temps partiel, il introduit certes une durée minimale de 24 heures hebdomadaires (au lieu de 20), mais avec une multitude de dérogations possibles. Notamment celles qui concernent les salariés de particuliers employeurs, tout de même 1,6 millions de personnes!

Or, le temps partiel imposé, cela veut dire commencer tôt le matin, finir tard le soir, entrecoupé de temps morts, de temps de transport interminables pour se rendre d'un employeur à l'autre, conditions qui rendent très difficile une véritable organisation de vie. Sans oublier dans ces cas là, l'impossibilité de placer les enfants en crèche, là où c'est encore possible.

Pire encore, cet accord prévoit la possibilité (pratique condamnée par les juges et l'inspection du travail) de conclure des avenants au contrat de travail pour augmenter temporairement le temps de travail, avant de le ramener à la durée initiale, voire à le baisser.

Dans le contexte du démantèlement progressif de l'état social, le retour en force du rôle «traditionnel» des femmes dans la famille au détriment de l'égalité, se constate partout en Europe. Les droits des femmes sont menacés et régressent lorsque les maternités et les centres d'IVG ferment. De plus en plus de femmes et d'enfants viennent grossir les rangs des sans abris. De plus, la baisse des subventions aux associations et aux structures d'aide aux femmes accentue la pauvreté.

Les intervenantes et les 400 participantes en ont conclu que la riposte devait être féministe et au niveau européen. L'austérité n'est pas inéluctable et d'autres solutions sont possibles:

- ***égalité femmes/ hommes dans toutes les structures de la société***
- ***annulation de la dette publique illégitime***
- ***finance au service de la société et non l'inverse***
- ***réalisation d'audits citoyens ayant une analyse de genre***
- ***réalisation de programmes d'investissements publics nécessaires aux besoins sociaux***
- ***appel à des manifestations et des grèves générales européennes.***

2. Corps, images de soi, publicités sexistes

2.1 Rôle politique du vêtement.

Christine Bard auteure de «Ce que soulève la jupe» nous rappelle que le corps des femmes est un enjeu fondamental dans la lutte des femmes. Elle nous explique non sans humour comment la loi religieuse et la loi civile condamnent la transgression de la loi du genre. Son utilisation trouve son origine dans la vision «différentialiste» des corps: «Le corps féminin est plus petit, le cerveau plus petit, le bassin plus large»... Ces représentations vont alimenter un discours médical dont la mission essentielle est de vouer la femme à la reproduction.

Malgré les changements politiques profonds au moment de la Révolution, la femme reste cantonnée dans ce rôle.

Contrairement à celui de la femme, le vêtement masculin renonce à la parure, il devient uniformisé (pantalon, vêtement fermé).

Une ordonnance de la préfecture de police de Paris en 1800 interdit aux femmes de porter le pantalon, il devient alors symbole du «pouvoir». La culotte, en revanche, reste ouverte pour «un libre accès au sexe».

Le pantalon illustre la différenciation des sexes qui assigne les femmes dans des rôles spécifiques. Ainsi quand des femmes arrivaient à se travestir en homme, elles accédaient à des emplois mieux payés.

Progressivement, les luttes féministes contribuent à l'appropriation du port du pantalon et à l'abandon du corset.

Malgré tout, l'érotisation de la domination masculine est illustrée par la jupe ou la robe et rend les femmes plus vulnérables, et ce jusqu'à nos jours.

2.2 Publicités sexistes

La dictature de l'apparence joue sur les stéréotypes et la représentation hétéro-sexualisée comme norme dans les publicités.

- Obligation de paraître jeune, mince, sans poils...
- S'offrir aux regards masculins
- «femmes troncs»: utilisation d'une partie sexualisée du corps (seins, fesses...) pour entretenir le désir des hommes
- références pornographiques et à la prostitution voire à la violence.

Les luttes féministes ont contraint certains publicitaires à renoncer à l'utilisation d'images qui portent atteinte à la dignité des femmes.

Des lois ont été votées mais elles restent difficilement appliquées contre tous les contrevenants....
Beaucoup reste encore à faire!

3. Stéréotypes et freins à l'égalité professionnelle

Caroline DE HASS, fondatrice d'«Osez le féminisme». Le constat actuel en France est affligeant:

- 27% de différence entre le salaire d'un homme et celui d'une femme
- 1/3 des femmes travaillent à temps partiel
- Seulement 15% des métiers sont attribués aux femmes
- 18 heures de tâches domestiques supplémentaires par semaine (double journée de travail)
- Seulement 14% de femmes occupent une fonction de «maire».

Ces inégalités trouvent leur origine dans les stéréotypes et dans la société qui véhicule l'image des femmes cantonnées dans leur rôle d'épouse ou de mère.

Un séminaire de sensibilisation à l'égalité entre les hommes et les femmes et les stéréotypes de genre a été proposé dans tous les ministères; une circulaire du 23/08/2012 permet d'enclencher une dynamique de formation.

Le constat depuis 1981 démontre qu'il y a eu de nombreuses lois mais rien n'a vraiment changé.

200 000 ans d'histoire ont figé les femmes dans des rôles sociaux.

Malgré leur présence, les femmes restent toujours invisibles dans les différentes instances politiques: les photos politico médiatiques privilégient toujours la présence des hommes. Par ailleurs, les femmes n'occupent que très rarement des postes clés.

Leur passage dans les médias est quasi inexistant et lorsque c'est le cas, les interviews portent sur leur vie privée!!...

Dans la fonction publique, où 52% de postes sont occupés par des femmes, seulement 21% occupent des postes de commandement. C'est le «plafond de verre».

La CGT par la voix du «collectif femmes mixité national» a rappelé l'historique lié aux inégalités salariales, à toutes les formes de stéréotypes qui se construisent sur l'imaginaire ou les fantasmes.

Le collectif a soulevé la part de responsabilité de l'entreprise et des administrations qui participent à la représentation de ces stéréotypes qui fabriquent des rapports de domination.

La division sexuée du travail relègue les femmes à des métiers dits féminins (secrétaire, infirmière, institutrice...)

Il a pointé du doigt que ces préjugés perdurent malheureusement aussi au sein de nos syndicats. Pourtant, parler du travail, c'est parler de la société, c'est donc aussi parler de la cause des femmes.

Si la femme n'est pas visible dans l'espace public il n'y a pas de démocratie.

4. Femmes face à l'extrême droite en Europe

Projection d'un documentaire «populisme au féminin» réalisé par Marco LAVIA, Hanna LADOU, Mathieu CABANES et intervention de Sylvain CREPON sociologue, auteur du livre «Enquêtes au cœur du nouveau Front National»

Le populisme au féminin nous met au défi et nous oblige à redoubler de vigilance au regard des idées de l'extrême droite.

L'instrumentalisation de l'image de la femme selon laquelle elle serait plus douce et moins menaçante, renforce les stéréotypes déjà bien ancrés.

Cette nouvelle génération de « femmes populistes » se sert des stratégies politiques dont les images bafouent la lutte pour les droits des femmes.

Elles utilisent le système essentialiste qui présuppose un « éternel féminin ». Elles renforcent l'image potentielle de victime en tant que femme en désignant une partie de la population (celle des immigrés) censée bafouer la cohésion sociale.

Dans son intervention, Sylvain Crépon a insisté sur le danger que ces femmes représentent : elles arrivent à gommer les idées racistes et à séduire de nombreuses femmes.

Ce populisme prospère en Europe car il a acquis une dimension sociale.